Bureau d'information et de communication

Rue de la Barre 2
1014 Lausanne

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Catastrophe en Valais et dans le Chablais vaudois Le gouvernement vaudois solidaire des victimes

Le Conseil d'Etat vaudois est bouleversé par les drames que vivent les Valaisans et il tient à exprimer sa solidarité aussi bien au gouvernement valaisan, qu'à la population de ce canton ainsi qu'aux Vaudois du Chablais également touchés certes dans une moindre mesure par ces intempéries. Sa solidarité passe aussi par un appui concret apporté par la Protection civile vaudoise.

Depuis la fin de la semaine dernière, le Conseil d'Etat vaudois suit très attentivement les conséquences des intempéries survenues en Valais ainsi que dans le Chablais vaudois. Il a été particulièrement touché par le drame survenu à Gondo ainsi que par la situation de crise que vivent les Valaisans et leurs Autorités. Il tient à leur exprimer toute sa sympathie et sa solidarité en ces jours particulièrement douloureux.

Le Conseil d'Etat vaudois a immédiatement proposé l'aide de la protection civile; depuis hier déjà, les organisations régionales de protection civile de Lausanne-Nord, Lausanne-Est, Lausanne-Ville, Nyon et Morges ont préparé l'entrée en service de quelque 80 personnes pour demain matin, le 17 octobre. Elles seront à la première heure à Grône puis une partie d'entre elles se rendront à Gondo, pour porter main forte aux équipes de secours déjà sur place, avec du matériel technique et 12 véhicules de l'armée.

Les organisations PCi d'Aigle et de la Riviera sont opérationnelles dans la région de Bex touchée par les débordements de l'Avançon. La Police cantonale quant à elle, diffuse régulièrement des communiqués sur l'état de la situation, à chaque fois qu'un changement significatif se présente.

Le Gouvernement vaudois tient ainsi à apporter une aide concrète aux victimes de cette catastrophe naturelle et leur réitère toute sa sympathie.

Lausanne, le 16 octobre 2000

Jean-Claude Mermoud, Conseiller d'Etat, 021 / 316 45 00 Jacques Buchet, Service de la sécurité civile et militaire, 021 / 316 51 08 / 079 / 226 62 49